



interliaisons

COMMISSION EXECUTIVE de l'U.C.R.

- ☞ 2 L'hommage à FRANÇOIS THIERY-CHERRIER
- ☞ 4 L'actualité
- ☞ 7 Vie syndicale
- ☞ 8 Demande d'interview auprès du 1er ministre
- ☞ 10 Compte-rendu intersyndicale
- ☞ 12 Relevé de décision de la Commission Exécutive
- ☞ 13 Après le 8 octobre, communiqué unitaire

Septembre
2019
N° 155

Du 1 au 3 octobre



DENIEAULT Michel



SCHMITLIN Marcel

Du 5 au 7 novembre



FLORET Jean-Pierre




BÉAL Jean-François

Du 8 au 10 octobre



SANTONI Pascal



VASSAUX Alain

Du 12 au 14 novembre



JOUCHTER Olivier



BERNADET Marie-Françoise

Du 15 au 17 octobre



BASTIDE Marc



WALLARD Marie-Madeleine

Du 19 au 21 novembre



LAPORTE Alain



BIOT Monique

Du 29 au 31 octobre



CAU Cathy



AUFFEVES Jacques

Du 26 au 28 novembre



LEBLOND Martine



BLACHE Daniel



L'hommage à
FRANÇOIS THIERY-CHERRIER
page 2

OCTOBRE

Lun	Mar	Mer	jeu	Ven	Sam	Dim
	1	2	3	4	5	6
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

NOVEMBRE

Lun	Mar	Mer	jeu	Ven	Sam	Dim
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

- Commission exécutive
- Bureau
- Férié
- Intersyndicale
- Journées d'action
- Rencontre nationale unitaire des USR, UFR

L'HOMMAGE D'OLIVIER JOUCHTER OBSÈQUES DE FRANÇOIS THIERY-CHERRIER

Chère Chantal,

Chère Madame Thiery-Cherrier, sa maman,

Joëlle, Vanessa et Jérôme,

Thomas, Thibaut et Nelly. Louna et Alycia.

A toute sa famille, la CGT veut vous présenter ses plus sincères condoléances.

D'une certaine manière, François faisait aussi partie de notre famille et nous partageons pleinement votre peine.

Cher Philippe, merci de ta présence qui honore notre camarade.

Je vais parler de mon ami, de notre camarade au présent.

Mon cher François, ça y est, tu es parti. Tu as fini de te battre contre la maladie, les maladies, au terme de quatre années d'un combat dans lequel tu n'auras jamais baissé la garde, avec un courage qui a forcé l'admiration de ta famille, amis et camarades.

Celles et ceux qui ont eu le bonheur de te côtoyer dans la CGT et plus particulièrement à l'Union Confédérale des Retraités, ces dernières années, connaissent ta détermination à se battre, jusqu'au bout, tout le temps, sans jamais rien céder. Ce trait de caractère structurait en partie ta façon de diriger la CGT, là où tu as été en responsabilité.

Jacques Cocheux saura mieux que moi évoquer la période où tu as été Secrétaire général du CHU de Clermont-Ferrand, avant de prendre la responsabilité de l'Union Syndicale Départementale de la santé, puis celle de l'UD CGT.

François, je t'ai rencontré il y a plus de 30 ans. Nous étions de jeunes dirigeants de syndicats. La fédération CGT de la santé t'avait demandé de prendre la direction du collectif amiante, ce que tu avais accepté. Tu étais mieux placé que d'autres pour savoir que de nombreux personnels de l'hôpital pouvaient être dangereusement exposés à cette saloperie qui t'a tué. Le destin est parfois cruel.

Dans le message que m'a adressé Bernard Thibault, ancien Secrétaire Général de la CGT, pour me dire qu'il était retenu par une réunion de l'OIT aujourd'hui, il me faisait part de son sentiment d'injustice à te voir partir si tôt, à l'aube de ta retraite. Tu avais encore tellement de choses à faire, de projets dans ta tête.

Tu connaissais bien Bernard pour avoir exercé quatre mandats au sein de la direction confédérale de la CGT à ses côtés. Tes responsabilités au sein de la Confédération t'ont amené à coopérer avec de nombreux départements. Tu aimais aller aux contacts pour mieux aborder les réalités. Tu as aussi été responsable de l'activité « jeunes » de la confédération et tu adorais discuter, travailler avec eux. Tu n'as jamais oublié la jeunesse. Dans l'UCR, tu évoquais régulièrement la notion de syndicalisme intergénérationnel et le besoin de convergences avec la jeunesse.

Lors du dernier congrès de l'UCR à Bordeaux, tu avais créé les conditions pour que les congressistes puissent aller à la rencontre des livreurs à vélo de Deliveroo. Cet acte de direction était très symbolique du style de syndicalisme que tu voulais imprimer pour l'UCR et tu ne t'es pas privé de le faire. Mais permet moi de te dire mon ami, que tu mettais le Bureau National de l'UCR à rude épreuve ! Pour te suivre, il fallait déjà avoir de la suite dans les idées, être en bonne santé et surtout, avoir une carte « grand voyageur » à jour de son abonnement !

Pour toi, l'activité de l'UCR, devait prendre corps dans les territoires. Quand nous avons préparé le congrès de Saint-Étienne en 2014, tu nous as fait parcourir 78 départements en l'espace de quelques semaines. Mais comme on estimait que tu avais raison, on ne râlait pas trop !

J'ai rarement rencontré un militant de la CGT qui était autant à la promotion d'idées.

Ton cerveau n'était jamais au repos ; Nous non plus de fait ! Je t'ai souvent comparé à un magicien muni d'un grand chapeau Gibus, dans lequel tu allais puiser mille et une idées, que tu transformais illico presto en plan de travail. Mon cher François, quand tu avais une idée et que tu étais persuadé qu'elle était bonne, tu ne t'embarrassais pas trop de longs préalables. Tu arrivais et tu disais « on fait ». Tu as donné des sueurs froides aux responsables à la politique financière de l'UCR et à la comptable, plus d'une fois. Tu regardais comment on pouvait financer nos décisions après toutes autres considérations ! L'ordre des choses selon toi ! Je pense à deux grandes initiatives : la manifestation nationale des retraités à Paris en juin 2014, pour laquelle il a fallu financer les TGV. Mais surtout l'initiative commune UCR/CGT et LSR à l'île de Ré en 2016, qui a rassemblé 900 participants à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire des congés payés. Une grande réussite indéniablement.

François avait de l'ambition, pas pour lui. Il était même modeste, voire discret, au regard des responsabilités qui étaient les siennes. Il avait de l'ambition pour les autres, pour se mettre au service du plus grand nombre. Et il avait compris que la dimension unitaire était indispensable à une expression large des retraités. C'est sous son impulsion que le groupe des 9 qui rassemble 7 syndicats et deux associations de retraités est né en 2014. Parmi les très nombreux messages reçus à l'UCR, l'un d'eux a un caractère inédit, émouvant et politiquement important. C'est un message de condoléances qui a rassemblé les 8 autres organisations du groupe des 9 qui dit ceci :

« Nos organisations de retraités, FO, CFTC, CFE/CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, UNRPA, présentent leurs condoléances à la famille de François Thiery-Cherrier et à la CGT.

Elles ont vécu le retrait progressif de François, à qui nous devons en grande partie l'existence de notre groupe des 9 organisations de retraités. Nous existons et pesons grâce à son fort attachement à l'unité, à sa clairvoyance du poids d'une force associative et syndicale. Nous regrettons le camarade de combat, sa personnalité et son charisme. Son oeuvre continuera à vivre au travers de notre travail commun ».

Cette expression rassemblée des autres organisations syndicales et associations est le meilleur témoin de l'empreinte de François dans la construction du syndicalisme retraité. Avec la Direction de l'UCR, nous préserverons ce bien précieux, je t'en fais la promesse.

Tes convictions à construire l'unité des retraités dans l'hexagone se vérifiaient aussi dans ton approche de l'activité internationale de l'UCR. Tu t'es inscrit dans le prolongement du travail qu'avait engagé Françoise Vagner qui t'a précédé à la direction de l'UCR, notamment au sein de la FERPA.

Mais tu avais acquis la conviction qu'il était indispensable de développer nos activités à l'internationale en s'ouvrant à d'autres organisations syndicales. Tu avais aussi le sens de l'histoire et tu étais convaincu qu'il fallait développer nos liens avec les pays du Maghreb et du pourtour méditerranéen. Même déjà gravement malade, tu restais attaché à ce que l'UCR-CGT crée toutes les conditions pour que se tienne la conférence internationale des organisations syndicales des retraités du bassin méditerranéen. Cette conférence a eu lieu du 17 au 20 juin en Tunisie. Les travaux qui se sont tenus t'ont été dédiés et nous nous souviendrons de façon émue de la prise de parole de notre camarade de la SPI-CGIL italienne qui s'adressait à toi pour te saluer et te remercier.

Tu étais très sensible à toutes les injustices. Cela te révoltait et pour toi c'était un sujet de saines colères. Tu étais particulièrement ulcéré par le sort réservé aux migrants et à leurs conditions d'accueil en France et en Europe. Et tout naturellement, tu avais créé les conditions de la participation de l'UCR-CGT à des initiatives avec d'autres organisations syndicales européennes. Je pense à celle qui s'est tenue à Vintimille à la frontière franco-italienne.

Je crois que le paroxysme de tes détestations s'exprimait dans ton combat contre le fascisme et l'extrême droite. En fin observateur de l'actualité, du fait social et politique, tu exprimais régulièrement tes inquiétudes à ces sujets. À commencer par la montée de l'extrême droite en France mais aussi en Italie, en Allemagne et dans d'autres pays.

Et là aussi, tu n'aimais pas en rester aux constats. Il fallait s'engager au-delà. Cela a donné lieu à des initiatives communes avec nos camarades des Commissions Ouvrières Espagnoles et la CGIL italienne dans nos trois pays. En France à Marseille, Perpignan et Nice. Là-dessus non plus François, nous ne lâcherons pas.

Quel que soit le sujet que l'on abordait, tu avais une vision de ce qu'il fallait faire pour développer le syndicalisme retraité. Tu observais les évolutions de la société, jusque les aspects démographiques. Avec 17 millions de retraités dans la société, cela nécessitait pour toi que la CGT intègre mieux cette dimension, afin de s'adresser à cette partie de la population. Tu t'agaçais de la vitesse à laquelle notre organisation appréhendait les grandes mutations du salariat et des retraités. Rien n'allait suffisamment vite pour toi. Je ne sais pas si c'est ta passion du sport automobile qui te poussait à vouloir aller vite, mais tu avais raison.

Tu disais « nos adversaires ne perdent pas de temps. Patronat, gouvernements et capital courent plus vite que nous ». Et tout devient urgences sociales autour de nous.

C'est cette logique que tu combattais dans ton quotidien, au travers de tes responsabilités.

Tu avais une relation à ton collectif de direction à la fois forte et affectueuse. Forte parce que tu étais exigeant pour toi, donc pour les autres, militants et personnels.

Affectueuse parce que tu savais protéger n'importe lequel d'entre nous si c'était nécessaire et tu n'acceptais pas que l'un ou l'autre soit mis en difficulté. Tu savais aussi consacrer du temps à celles et ceux qui se trouvaient confrontés aux épreuves de la vie, maladie, disparition. Ce sont ces traits de caractère qui t'ont permis d'être un grand dirigeant, écouté, respecté, sans jamais être craint, même si parfois il t'arrivait de te mettre en colère et de faire monter ta tension de 10 points en trente secondes.

Sacré François. Et puis dans les moments de relâche, tu nous faisais rire. Tu aimais la déconne comme on dit. Et puis tu aimais la table, la partager avec d'autres, avec le petit coup de rosé. Mais quelle mauvaise idée que de vouloir lui ajouter de l'eau ou des glaçons !

Bien qu'attendue, ta disparition est un véritable séisme à l'UCR, tu t'en doutes.

Je ne peux pas te quitter sans évoquer notre histoire commune, même brièvement.

Au-delà de nos caractères bien différents, nous étions tous les deux du même bois. Celui dont on fait les Vosges. Nous avons même vécu dans le même quartier HLM à Saint-Dié tout au début des années 60. Les mêmes familles ouvrières et beaucoup de similitudes. Secrétaires généraux de nos syndicats de CHU, toi à Clermont, moi à la Pitié-Salpêtrière. Ni toi ni moi n'étions tombés dans le chaudron de la CGT dès l'enfance. On y est venu en commençant par la vitre cassée. La vie a fait le reste. Il y avait une confiance et une solidarité entre nous deux, sans défaut. Jamais. Des visions différentes parfois, plus sur la méthode que sur le fond. Mais quoi de plus normal.

Quand Françoise Vagner et toi, m'avez invité à déjeuner un jour de printemps 2013, je savais bien que c'était pour me proposer d'intégrer l'UCR. J'étais par contre, loin de me douter de la suite des événements. C'est par un jour de début août 2015 que Chantal, ton épouse, m'a appelé pour me dire que tu étais entre l'infarctus et le triple pontage et que tu souhaitais que je prenne la direction de l'UCR en ton absence. Cela ne correspondait à aucun de mes souhaits, mais j'ai répondu oui spontanément. Je ne pouvais pas faire autrement. Je te le devais. Plus tard, tu as appris que tu étais atteint d'un cancer. Non seulement tu as fait face, mais tu t'es battu pour revenir à nouveau au plus vite, pour préparer le congrès de Bordeaux. Tu as appris juste avant d'ouvrir les travaux du congrès que tu avais une récurrence de ton cancer. Tu n'as rien dit, sauf à deux ou trois et tu as fait face, sans que personne ne se doute de rien. Quel courage il fallait pour affronter ça physiquement et psychologiquement ! C'est après que les choses se sont gâtées. La maladie a commencé à gagner du terrain, tes venues à Montreuil se sont espacées, jusqu'à ce que tu ne viennes plus du tout. On connaît la suite. On avait de l'estime et une amitié réciproque. Le fait de t'avoir accompagné au mieux (je l'espère) pendant ces années a renforcé nos liens. Même dans la douleur de la séparation, c'est une belle histoire d'amitié qui marque à vie.

Tu aurais pu attendre encore un peu. J'allais à mon tour être à la retraite ; je serai venu à Clémensat, dans ta jolie maison entourée de fleurs. Je serais allé visiter ta cave pour choisir un joli flacon avec toi. Heureusement, il me reste deux bouteilles de limonade, que tu m'as offertes lors d'une de mes visites. Elle a étonnamment un goût de prune, va savoir pourquoi ?!

Au revoir mon ami, tu m'as laissé un peu de travail. Avec la direction de l'UCR nous mettons le cap sur Saint Malo pour notre prochain congrès. Tu seras avec nous capitaine courageux !

Je t'embrasse chaleureusement.
Olivier Jouchter

RAPPORT SUR L'ACTUALITÉ



Jean Pierre
FLORET

Quand on voit ce qui se passe dans le monde aujourd'hui, je ne peux pas commencer ce rapport sans faire un tour d'horizon sur une situation internationale angoissante. Populisme ou fascisme on peut constater que des nouvelles affligeantes arrivent de partout dans le monde à un rythme effréné.

En Europe, ce sont les résultats de l'extrême droite en Allemagne.

En Angleterre, le Premier ministre a décidé de suspendre le Parlement à la veille du Brexit. Pour cela, il est accusé de coup d'Etat. Quand on pense que ce pays a représenté un modèle de parlementarisme pour l'Europe depuis le 17ème siècle. Il va être obligé de revenir en arrière.

L'Italie, l'accord entre le Mouvement 5 étoiles et le Parti démocrate, associés dans une nouvelle coalition, est assurément une défaite politique pour le chef de la Ligue (extrême droite), mais est très lourde de dangers pour l'avenir. Matteo Salvini reste en embuscade...

Les relations internationales n'ont jamais été à ce point soumises à des rapports de domination, des bras-de-fer, des guerres économiques, mortifères pour les peuples mais jamais pour les riches. Sanctions contre la Chine, sanctions contre la Russie, sanctions contre l'Iran, sanctions contre Cuba et le Venezuela. Les sanctions économiques, c'est uniquement quand les intérêts stratégiques occidentaux où des multinationales sont en cause.

Et la situation en Arabie Saoudite est très lourde de dangers d'embrasements. Un récent rapport de l'ONU a condamné les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France pour leur complicité dans de potentiels crimes de guerre par le biais de leur soutien militaire à la coalition saoudienne.

La France de Macron est devenue un pays suiviste des logiques atlantistes. Et l'Union Européenne est incapable de contrer Washington.

Ces quelques exemples imposent de mener l'action contre toutes ces formes de fascisme et d'impérialisme. Contre les attaques contre la démocratie, contre la souveraineté des peuples.

Il y a quelques jours s'est déroulé le G7. Ne rions pas, le thème était la lutte contre les inégalités. Rien ne changera.

C'est aussi la politique migratoire de MACRON qui essaie de satisfaire de plus en plus la droite et l'extrême droite.

Revenons en France :

Vendredi 13, nous avons vécu une grève à la RATP comme on n'avait pas connu depuis des années. Puissance des mobilisations aussi chez les agents de la Fonction publique, de même que chez les énergéticiens. Hier, c'était au tour des cheminots.

Ce sont aussi les avocats, personnel navigant, médecin, infirmière ou kinésithérapeute qui manifestaient lundi 16 à Paris. On voit bien que la vague de mécontentement contre la réforme des retraites continues de déferler.

Je pense qu'à partir du refus de toucher aux régimes spéciaux la situation revendicative a profondément changé par rapport au 1er semestre. Ces luttes avant tout catégorielles peuvent être un point d'appui contre la réforme systémique d'attaque contre les retraites.

Depuis maintenant des mois la grève des urgentistes ne mollit pas, on peut même constater qu'elle prend de l'ampleur.

- Depuis des semaines, les personnels des services d'urgence sont engagés dans un mouvement de grève pour alerter la population et le gouvernement sur les conditions intolérables d'accueil et de prises en charge des patients.

Ils sont confrontés au manque de personnels, la vétusté des locaux, le manque de matériels et de lits, la maltraitance institutionnelle des soignants, les personnels n'en peuvent plus et tentent de le dire, de le crier.

Et cet été, combien de personnes âgées se sont retrouvés aux urgences, devant attendre des heures pour être pris en charge ?

Les personnels demandent de nouveaux lits Agnes BUZIN propose des gestionnaires de lits. Selon Christophe Prudhomme, toutes ces mesures gadgets ne servent à rien. La ministre ne pourra pas faire l'économie des moyens.

Dernière proposition scandaleuse : « on ne fait plus passer les vieux par les urgences, on les envoie directement en gériatrie »

- Dans les EHPAD, la colère continue de gronder. Une nouvelle journée d'action le 8 octobre est programmée. A ce sujet, il est regrettable que FO tout seul ait choisi une autre date comme ce fut le cas pour le 24. On peut s'interroger : quel but cherche FO. Cela n'empêchera pas le groupe des 9 de soutenir ces luttes dans les EHPAD et les urgences par

une lettre ouverte à BUZIN. Pour rappel, l'intersyndicale lui avait écrit fin juin. Pas de réponse. Toujours méprisante. En même temps, faisons connaître le communiqué de presse de l'U.C.R.-CGT « **Les retraités ont besoin d'être soignés et bien traités** ».



L'actualité, c'est aussi la question du climat, de l'écologie, de l'environnement.

Beaucoup d'entre nous en ont assez d'entendre les médias

culpabiliser les citoyens.

Je dirais arrêtons d'opposer ceux qui pensent à la fin du mois et ceux qui pensent à la fin du monde.

Cela suffit de vouloir nous culpabiliser. Nous devrions changer radicalement notre hygiène de vie. On mange mal. Allez dire cela à des retraités qui vivent avec 800€

Je rappelle que la CGT n'est pas muette sur cette question. Elle était présente dans les cortèges comme elle le sera le 27.

Cependant, il est vrai que l'U.C.R. s'est peu mobilisée sur cette question et je pense que nous devons la porter plus fortement comme disait Olivier à la dernière C.E.

Avec tout ce matraquage idéologique, comment être étonné de voir que près des 3/4 des Français portent à l'environnement un intérêt accru ces derniers mois. Après les Européennes, ce serait même un enjeu clé du scrutin de mars 2020.

J'en ai assez d'entendre dire que c'est moi qui pollue la planète. Et que font les grands groupes, l'industrie pétrolière ? Autre exemple trop de véhicules polluants : avec quelle petite retraite pourra-t-on s'acheter un véhicule propre. Et en plus on sait qu'il y a de moins en moins de transports collectifs. « Tant pis pour les vieux, ils n'ont qu'à rester dans leur maison ! »

Au sujet des diverses mobilisations.

Hier, à partir de ce que nous avons constaté, je pense qu'il y a longtemps qu'il n'y a pas eu une telle mobilisation à Paris. Des jeunes et des cheveux blancs.

Bien sûr, la question qui devrait monter en force est celle des retraites. Emanuel MACRON tente de tromper l'opinion publique en reparlant de la durée de cotisations. Ce brouillage pourrait masquer une attaque encore plus large. C'est avec raison que Martinez a parlé d'enfumage.

Maintenant, Delevoye est nommé ministre. Ce gouvernement a bien la volonté d'aller jusqu'au bout. Pour tous, c'est perdant/perdant. Le face à face exceptionnel qui s'est tenu entre Martinez et Delevoye à la fête de l'Humanité a été un événement.

Les retraités ont de quoi être inquiets sur la baisse programmable du niveau de leur pensions. Rappelons que le choix du système par point par le gouvernement est fondé sur la volonté de plafonner les dépenses de retraite à

13,8 % du P.I.B., ce qui est possible puisque la valeur du point sera décidée par le gouvernement. Or, avec l'arrivée de nouvelles générations de retraités, pour plafonner ces dépenses, il faudra bien que les retraités actuels comme les nouveaux contribuent. Et, en transformant nos retraites actuelles en points, quoi de plus simple que de bloquer leur augmentation ou même pour la première fois la diminuer à l'image de ce que nous avons connu avec l'ARCO, l'AGIRC. Et l'actualité internationale avec l'arrêt de nombreux acheminements de pétrole amène déjà à programmer une baisse du P.I.B.

C'est aussi le COR qui annonce clairement que le niveau de vie des retraités baisse de 1,5 point entre 2017 et 2019. Et cela devrait continuer jusqu'en 2070. Trop de retraités ont encore des illusions pour leur avenir.



Annoncé lundi, le gouvernement renonce finalement à raboter l'exonération totale de charges sociales accordées au plus de 70 ans employant une aide à domicile. Il faut dire que la colère s'est aussitôt fortement exprimée. Il devra trouver d'autres mesures pour ponctionner les retraités.

Pour Macron, c'est quand même une rentrée à hauts risques. Il va devoir affronter les dossiers chauds qui l'attendent. La colère est présente, il n'est qu'à voir le nombre de permanences L.R.M. attaquées contre la ratification du CETA. On a vu revenir les gilets jaunes samedi.

Et la situation économique n'est pas là pour voir une embellie. Par exemple aucune politique industrielle depuis des décennies. Casse de pans entiers d'entreprises.

Cependant, le dernier tract U.C.R. rappelle que la France est championne de la distribution des dividendes. Question compliquée, comment réussir à convaincre les Français que de l'argent il y en a. On a réellement besoin de casser la passivité ambiante pour aider aux mobilisations. Je vous propose de continuer à utiliser notre tract avec celui de l'intersyndicale pour le 8.

C'est aussi la loi dite de « transformation de la Fonction publique » mettant en cause l'en-semble des services publics.

Rappelez-vous, on avait fini le premier semestre avec la campagne de pétitions des 9. Il est impossible de dire le nombre de cartes envoyées. Il en arrive encore. Plus de 200 000, c'est sûr.

Il est impossible de dire le nombre de cartes envoyées. Il en arrive encore. Plus de 200 000, c'est sûr.



Nous commençons à recenser des soutiens de maires, principalement de petites communes. Il est proposé de poursuivre là où les courriers n'auraient pas été envoyés. Nous n'avons nationalement aucun élément d'informa-

tions. Combien de courriers envoyés, est-ce que tout est remonté à Montreuil ? Vous avez d'autres éléments dans le relevé de décision de la réunion de l'intersyndicale. Sans attendre un courrier à l'Assemblée des maires de France sera envoyé. Cette campagne en direction des maires pourrait se conclure au début du mois de janvier, avant la campagne des municipales.

Je rappelle que cette campagne vise à démontrer la place que jouent les retraités dans la vie de la société : exclus, dénigrés, méprisés. Comme le racisme, comme le sexisme, l'âgisme, c'est une discrimination, par rapport à l'âge, au vieillissement. Je veux rappeler les propos de ce grand homme Attali, en 1981 : « La vieillesse est actuellement un marché, mais il n'est pas solvable. Je suis, pour ma part, en tant que socialiste, contre l'allongement de la vie. L'euthanasie sera un des instruments de nos sociétés futures ». Il a aujourd'hui 75 ans !

Nous préparons le 8 octobre.

Des camarades nous disent que toutes ces mobilisations depuis 2014 n'ont servi à rien.

Il y a quelque temps, nous pouvions répondre qu'au moins cela empêche les gouvernements de mettre à la diète les retraités comme dans beaucoup de pays.

Mais depuis, et c'est le sens des tracts, nous avons pu faire reculer ce gouvernement sur quelques revendications, principalement pour les basses pensions. Emparons-nous de toute avancée si petite soit-elle.

Sans exagérer, montrons que l'on peut faire reculer ce pouvoir inflexible, que nos mobilisations marquent des points. Et tant mieux que de nombreux gilets jaunes se soient emparés de certaines de nos revendications.

Donc après le 24 réussissons le 8 octobre.

Sur les décisions que nous avons prises dans l'intersyndicale, vous donnerez votre avis.

Nous avons le tract de l'U.C.R., le tract intersyndical avec la place pour indiquer les initiatives.

Au sujet de cette unité maintenue, je veux rappeler combien François y a été un responsable déterminant. Parmi les messages des 9, je voudrais citer celui de Solidaire : *« François a attendu les conclusions de nos travaux de l'intersyndicale du jour. En effet, j'avais remarqué son très fort attachement à l'unité, un engagement qu'il a su faire vivre. Il devait être content des résultats obtenus en quelques années ».*

Après cette journée de mobilisation du 8, le bureau vous propose d'organiser d'ici novembre une rencontre nationale intersyndicale des responsables de toute la France des différentes orgas comme nous avons fait en octobre 2018. Ce bilan d'étape permettrait d'apprécier collectivement où nous en sommes.

Selon la configuration de la salle, on peut mettre en tas plusieurs centaines de militants. Comme on ne finit pas une bonne rencontre sans proposition, l'idée, c'est que la salle adopte une motion que nous irions déposer chez BUZIN.

Par exemple, le P.L.F.S. qui sera connu à ce moment pourrait contribuer à nos débats.

Il est clair aussi que l'U.C.R. ne financera rien. Mais cette initiative peut être un moment de la préparation du congrès. Vous direz ce que vous en pensez. Cette proposition a reçu un accord favorable des 9. La rencontre précédente avait été un succès.

Dernier point, c'est la campagne référendaire sur le référendum d'Initiative Populaire, le RIP concernant l'Aéroport de Paris. De la part du pouvoir, des médias tout est fait pour étouffer cette initiative. Cela concerne toute la France. Empêcher cette privatisation, quel point d'appui pour d'autres reculs gouvernementaux. La confédération sort des matériaux. L'objectif étant pour fin septembre d'obtenir un million de signatures. Nous pouvons aider nos syndiqués à voter et faire voter.



C'est aussi la campagne du train des primeurs Perpignan/Rungis. Cela touche des questions de service public et d'environnement.



Enfin, profitant de la chaleur de l'été, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi sur la distribution de la presse. C'est la mise en cause de la possibilité pour tous les titres d'être distribués. À mon avis, c'est un coup de poignard pour la liberté de la presse.

Je voudrais, sans empiéter sur ce que va dire Alain rappeler une partie de la note d'Olivier à nos orgas : « L'A.G. de rentrée de la confédération du 27 août a mis en évidence une difficulté persistante dans la CGT : notre relation aux syndiqués. Le plus souvent, nos réunions sont des assemblées de militants et beaucoup de syndiqués se tiennent à l'écart. Prévoir des réunions de rentrée dans toutes les USR et UFR est incontournable.

La consultation de la CGT à ses syndiqués peut d'ailleurs être un élément important dans le contact avec chacun d'eux ». Trop peu de syndiqués sont informés de cette initiative.

Si, un dernier mot, faire connaître les assemblées de militants prévues, de renseigner la carte de France. Et en plus c'est utile à nous tous. Je suis gêné de constater que FO, la FSU, Solidaires soient les premiers à donner des éléments.



Alain LAPORTE

La période de rentrée est souvent assortie de bonnes résolutions que l'on va prendre.

Si il en est une à avoir est bien celle de se préoccuper de l'état de notre Organisation.

En cela, nous ne pouvons que partager la décision du Bureau Confédéral du 26 Août dernier, à savoir : désormais un point d'Orga sera fait une fois par mois avec la CE.

On pourrait presque dire que la Confédération emboîte le pas à l'Espace Vie Syndicale de l'UCR.....puisque pour ce qui nous concerne nous avons pris cette décision depuis un certain temps en fournissant régulièrement un état d'organisation à l'ensemble des organisations de l'UCR USR et UFR. En faisant également régulièrement un point avec la CE ainsi qu'avec le Comité général.

La question qui reste posée : ces bonnes intentions sont t'elles suivies d'effets ?

Continuité syndicale, syndicalisation, déploiement, Vie Syndicale, Etat d'Orga, restent des questions récurrentes posées à toute la CGT , et l'UCR n'est pas exempte de cette réalité.

Aussi, après l'AG de rentrée du 27 Août qui a traité de la situation en général, que la CE Confédérale du 3 Septembre concentre son rapport sur « Notre Organisation CGT au sens large du terme et sur ce que l'on peut appeler « la poursuite de notre reconquête interne » cela correspond bien à la situation, d'autant plus que la consultation des syndiqués au regard des objectifs fixés est loin du compte : environ 5000/350 000. Même si pour ce qui nous concerne il nous a été difficile de nous inscrire dans le dispositif confédéral, notre rapport aux syndiqués est aussi posé.

Etre en reconquête interne c'est être à l'offensive en termes revendicatifs sur les préoccupations immédiates et les luttes contre les réformes anti sociales du Gouvernement et du patronat.

C'est notre essence même, mais pour réussir il nous faut soigner « Notre Organisation » et son « Action », souligne le rapport.

Ces orientations nous conviennent bien en cette rentrée sociale 2019 avec l'annonce de l'action du 24 Septembre pour laquelle l'UCR a été partie prenante mais également, celle du 8 octobre pour ce qui est de notre journée d'action spécifique et unitaire en direction des retraités.

Je ne développe pas dans son rapport d'actualité de ce matin, Jean Pierre y est largement venu.

Si je pointe ces journées revendicatives c'est surtout pour faire le lien indispensable avec l'état de nos forces organisées.

En effet si nous pouvons faire une analyse positive d'une certaine constante, voir d'un élargissement, d'action en action de la participation des retraités aux actions, dont la

colère reste forte, et que l'on doit ce résultat à l'engagement des organisations de la CGT sur le terrain et à la dynamique unitaire, il nous faut avoir conscience que nous sommes loin d'un rapport de force à la hauteur des enjeux et que pour y arriver il nous faut être plus nombreux . La qualité de notre vie syndicale pour créer les conditions d'augmenter nos « Forces Organisées » en est une condition.

Même si la situation économique, sociale et politique décrite par Jean Pierre dans son rapport d'actualité et le manque de perspectives politiques à gauche, pèsent sur l'état d'esprit de tous les concitoyens, il est nécessaire aussi de pointer nos propres responsabilités dans la perte constante d'adhérents et de nos difficultés de renforcement comme il en a été question lors du 52ème Congrès Confédéral, ce que nous aurons à faire nous aussi dans la préparation et dans les orientations du 12ème Congrès de l'UCR.

J'en viens maintenant très concrètement aux commentaires de la note accompagnant le dernier point ORGA arrêté au 6 septembre et aux décisions et plan de travail validés par le dernier Comité Général de Juin .pour les quelles a ce jour l'espace vie syndicale de l ucr ne peut tirer aucun enseignements par faute de retour d informations des référents et coopérants il nous faut donc travailler ce retour d information pour permettre à l'espace vie syndicale d'avoir une meilleure prise en compte de ce qui évolue ou pas.

Pour autant des choses se font, ce qui permet d'avoir une situation orga un peu meilleure que par le passé tout en restant en de ça de notre objectif du comité général de juin dernier qui est je vous le rappelle d'ouvrir notre prochain congrès avec le même nombre de syndiqués que sur l'exercice 2016 a savoir 101140.

Quelle est la situation actuelle au 6 septembre 2019-09-11
En date a date

2018 61572 fni

2019 63502 fni

Soit une avance de 1930 fni

Pour ce qui est des fni manquants 2018 sur 2017 pour arriver au 100 /100

2017 clos a 99240

2018 96065

Soit un retard de 3175 fni

Pour mémoire le retard 2017 sur 2016 a la même date était de 5037fni.

Cette situation doit nous inciter a poursuivre et surtout a mettre en œuvre nos décisions du comité général pour nous permettre d'ouvrir notre prochain congrès de l ucr en ayant repassé le seuil de 100000 adhérents

Il ne nous reste que quelques mois pour corriger cette situation ce qui nous impose la prise de décisions pour faire rentrer ces fni



M. le Premier Ministre Édouard Philippe.
57 rue de Varenne,
75007 Paris.

Montreuil, le 8 octobre 2019

Monsieur le Premier ministre,

Une nouvelle fois nous nous adressons à vous pour vous faire part de nos interrogations, de nos inquiétudes et de nos demandes.

À part quelques mesures symboliques, nos pensions sont restées bloquées depuis environ 5 années.

Ce sont les conditions de vie de la majorité des retraités qui ne cessent de se dégrader ; c'est la première conséquence directe de tels choix.

A ce blocage des pensions, il faut rajouter d'autres mesures telles que la suppression de la 1/2 part pour les personnes vivant seules et ayant élevé au moins un enfant, l'imposition des majorations familiales, la création de la taxe de 0,3% sur les retraites, la hausse de 25 % de la CSG, etc.

C'est le Conseil d'Orientation des Retraites qui annonce clairement une baisse du niveau de vie des retraités de 1,5 point entre 2017 et 2019. Selon les projections du COR, le niveau de vie des retraités devrait se dégrader de façon continue jusqu'en 2070.

A vouloir que la part des retraites dans le P.I.B. ne dépasse pas 13,8%, et en prenant en compte l'évolution du nombre de retraités, force est de constater que le niveau de vie des retraités baissera automatiquement. Cette façon de gérer un pays et une population nous semble totalement inhumaine et bureaucratique : ceci conduirait à limiter les dépenses liées à l'éducation nationale malgré les évolutions du nombre d'enfants en âge de scolarisation, ou à figer les dépenses de santé malgré les évolutions démographiques et médicales.

Comment le Président de la République peut-il déclarer « que le chef du gouvernement et le gouvernement saluent le rôle essentiel des retraités dans notre société » alors que dans le même temps ils organisent la paupérisation de nombre de retraités et ne cessent de les traiter de personnes privilégiées.

Un dernier exemple a été la volonté de ce gouvernement d'envisager la suppression de l'exonération totale de cotisations sociales dont bénéficient les personnes de plus de soixante-dix ans lorsqu'elles emploient un salarié à domicile. Il est heureux que vous ayez renoncé à cette mesure, confronté à la colère des retraités.

Malgré ce recul le pouvoir d'achat des retraités ne cesse de régresser.

Le Président de la République nous écrit que depuis 2017, « le gouvernement a pris plusieurs mesures qui améliorent le niveau de vie des retraités, notamment celui des plus modestes ». Ignore-t-il que plus d'un million de retraités sont des retraités pauvres ?

Les retraités se sentent de trop, exclus, dénigrés, méprisés, traités d'égoïstes, coûtant trop cher à la société. On les oppose aux jeunes. On oppose les retraités « riches ». ceux qui gagnent 2 000 € de

personnes vivant seules alors que la majorité des personnes vivent en couple et subissent vos mesures d'austérité. Est-on riche avec 1 500 € ? La vraie richesse est ailleurs, la France est devenue la championne d'Europe de la distribution des dividendes !

Il n'existe même plus de secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Nous dépendons de Mme BUZYN qui une fois a accepté de nous recevoir, se gardant bien de tenir sa promesse de mettre en place 3 groupes de travail !

Le P.L.F.S.S. prévoit de ré-indexer sur l'inflation le montant des pensions des retraités aux revenus les plus modestes à partir de l'année prochaine. Rien n'est prévu pour l'ensemble des retraités. Mais il prévoit aussi plus de 4 milliards d'économies nouvelles sur l'assurance maladie alors que les services des urgences sont en grève depuis des semaines. Nous sommes toujours dans l'attente de réelles mesures pour les retraités en perte d'autonomie.

Depuis 2014 à l'appel de nos organisations et associations nous n'avons cessé de mobiliser les retraités avec un réel succès. Nombre de retraités, gilets jaunes, reprennent les revendications que nous portons :

- Pour défendre notre pouvoir d'achat qui ne cesse d'être mis à mal. Les politiques menées n'ont eu de cesse de dégrader le niveau de vie de tous les retraités.
- Pour une fiscalité plus juste et contre l'augmentation de la C.S.G.
- Pour le droit à la santé et à l'aide à l'autonomie.
- Pour le retour des services publics de proximité.

Ce 8 octobre dans toute la France les retraités se sont une nouvelle fois mobilisés pour exprimer leur colère, leurs exigences pour :

- Le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires.
- Une mesure immédiate de revalorisation des pensions et de rattrapage du pouvoir d'achat perdu.
- L'annulation de la hausse de CSG pour tous les retraité-e-s.
- Le maintien et le développement des services publics de proximité.
- Aucune pension inférieure au SMIC.

Cette fois-ci accepterez-vous de nous recevoir pour répondre à nos inquiétudes, entendre nos revendications ?

Dans l'attente d'une réponse positive, restant à votre disposition, recevez Monsieur le Premier ministre l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Pour nos organisations, Olivier JOUCHTER,
Secrétaire Général Adjoint UCR-CGT
ucr@cgt.fr

Olivier JOUCHTER (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex).

Didier Hotte (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14).

Jacqueline Valli (UNAR-C.F.T.C., 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex).

Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris).

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas).

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles - 75010 Paris).

Marc Le Disert (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris).

Francisco Garcia (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen).

Michel Denieault (LSR, 263, rue de Paris, 93515 Montreuil).



Relevé de décisions de la réunion du Groupe des neuf le 6 septembre 2019

Préparation du 8 octobre

Envoi d'un courrier à tous les présidents des groupes parlementaires sur nos revendications par rapport au PFLSS 2020 : annulation de l'augmentation de la CSG pour toutes les personnes en retraite et revalorisation de la pension pour tout le monde en fonction de l'évolution des salaires avec rattrapage des sommes perdues, minimum de pension au SMIC, éventuelles mesures sur « le vieillissement » par le redéploiement annoncé par M^{me} Agnès Buzyn, demande de rencontre pour en discuter et entendre les positions.

- La CGT propose un projet de courrier.

Modèle de tract généraliste qui titre sur nos exigences, valorise nos actions ayant permis quelques reculs, insiste sur nos revendications pour l'augmentation du pouvoir d'achat, pointe le risque d'un nouveau gel des pensions pour diminuer les dépenses de retraite et satisfaire la volonté du gouvernement de résorber le déficit avant la mise en place de sa réforme des retraites en 2025, pointe aussi la menace du plafonnement des dépenses des retraites à 13,8 % du PIB, appelle à des actions dynamiques le 8 octobre.

- Solidaires envoie un projet.

Pour Paris, une intersyndicale « Ile-de-France » sera réunie pour décider du lieu de rassemblement, du parcours, de la façon de rendre la manifestation dynamique (fanfare ?). L'objectif pourrait être le premier ministre. Le parcours pourrait être Montparnasse – Matignon.

- La CGT convoque l'intersyndicale parisienne.

Un communiqué de presse commun donnera l'avis des neuf sur les mesures contenues dans le PLFSS 2020, qui devraient mettre en œuvre les annonces d'E. Macron concernant la revalorisation des pensions. Ce communiqué annoncera la journée du 8 octobre et la conférence de presse du 1^{er} octobre.

- FO envoie un projet.

Une conférence de presse se tiendra mardi 1^{er} octobre à 11 h dans les locaux de FO, pour rappeler toutes nos actions en cours et annoncer la journée du 8 octobre.

- FO envoie les invitations.

Suites directes du 8 octobre : une rencontre nationale des délégations départementales est envisagée pendant la deuxième quinzaine de novembre qui permettrait des échanges fructueux le matin, échanges qui se concluraient par l'approbation d'une motion qui serait ensuite portée à la ministre Agnès Buzyn.

- La CGT propose quelques dates en fonction de la disponibilité de la salle Hénaff à la bourse du travail.
- Avant la conférence de presse du 1^{er} octobre, une réunion à 10 h avancera sur l'organisation concrète de cette journée.

Suites après le 8 octobre : il y aura lieu, lors d'une prochaine réunion, de décider de la prochaine journée nationale d'actions de début d'année 2020.

La campagne des Maires

Les courriers aux maires s'avèrent importants pour ancrer fortement nos revendications et les faire porter par les politiques. Les envois se poursuivent dans les départements, l'exemple de la quarantaine de réponses de maires de la Moselle montre que cette action peut avoir un impact important.

Un modèle de lettre de remerciement (projet rédigé par FO) aux maires ayant répondu sera envoyé aux neuf des départements, qui s'organiseront pour l'envoyer ensemble. Elle intégrera des éléments

locaux et insistera sur tout ce que nous avons à défendre ensemble, notamment les services publics locaux et les moyens financiers aux collectivités locales.

Des courriers sont adoptés et seront envoyés à l'Association des Maires de France (président et vice-président) et à l'Association des Maires ruraux.

Une initiative début 2020 avant les municipales pourrait terminer « par un point d'orgue » la campagne des courriers aux maires.

Questionnaire aux membres du CDCA

Les CDCA doivent répondre à un questionnaire officiel dont, bien souvent, les membres du CDCA n'ont pas connaissance et ne donnent pas leur avis. Pour que la discussion au HCFEA sur le bilan des CDCA intègre des éléments qui ne paraîtront pas dans le bilan officiel, un questionnaire sera envoyé

par chaque organisation à ses membres des CDCA, en leur demandant de se réunir ensemble (les neuf) dans les départements pour répondre en commun au nom des neuf.

- La FSU envoie le projet de questionnaire.

Les EHPAD et l'aide à domicile

Une conférence syndicale sur la situation très difficile dans les établissements et pour les soins à domicile s'est conclue par quelques décisions d'actions, que les neuf soutiendront.

Notre lettre du 2 juillet à M^{me} Agnès Buzyn n'a pas obtenu de réponse. Il est décidé de rédiger une lettre

ouverte à la ministre qui insistera sur la dégradation de la prise en charge de la santé des retraité-e-s, de la situation dans les établissements, pour les soins à domicile et dans les services d'urgence que les personnes âgées sont accusées de saturer.

- FO envoie un projet de lettre.

Le HCFEA

Au sein de cette instance, les neuf continuent de travailler ensemble, ce qui permet d'y affirmer nos positions communes qui font référence. Nous réagirons ensemble lors de la parution prochaine de la note du Président du HCFEA, sur la situation des retraité-e-s et les conséquences pour eux de la réforme des retraites.

Une députée de Charente, Audrey Dufeu-Schubert, semble chargée de réfléchir à l'amélioration de l'image des retraité-e-s.

- La FSU rédige un projet de courrier qui rappelle nos revendications et signale que les qualificatifs « nantis » et « privilégiés » dégradent cette image.

Prochaine réunion : vendredi 18 octobre 2019 à 9 h 30 à la CGT

RELEVÉ DE DÉCISIONS

En préambule, Olivier nous informe qu'en accord avec sa famille un hommage sera rendu à François Thiery-Cherrier lors de la CE du 14 novembre. Philippe Martinez sera présent et participera également à nos travaux.

1. L'actualité présentée par Jean-Pierre Floret a fait un tour d'horizon sur la situation dans le monde et en Europe suite aux élections avec la montée du populisme et du fascisme. Les rapports de domination internationaux avec des sanctions économiques, les attaques contre la souveraineté des peuples risquent d'être lourdes de conséquences. Dans ce contexte Macron place la France comme un pays suiviste des logiques atlantistes.

Dans notre pays la montée des actions et des luttes spécifiques contre la réforme des retraites se multiplie. La réussite de la mobilisation du 24 septembre avec les jeunes et les cheveux blancs est incontestable.

Avec la réforme des retraites l'enfumage Delevoye n'est pas arrivé à son terme. Personne ne sera épargné. Retraités et Actifs. La confédération édite un quatre pages en 1 million d'exemplaires avec les propositions de la CGT.

Deux éléments forts ont émergé dans le débat : la préparation du 8 octobre et notre implication dans la réforme des retraites.

• La construction du 8 octobre implique de gagner le rapport de force en renforçant notre lien avec les syndiqués et la population retraitée. Ce qui nous place également dans la mise en œuvre de notre décision du comité général sur notre activité retraitée en territoire.

Rappel du matériel mis à disposition dans les organisations pour informer les retraités : l'expression commune des 9 OS, le tract et l'affichette de l'U.C.R. CGT. La lettre aux maires dont nous avons besoin d'évaluer le nombre de courriers envoyés et le nombre de réponses.

De plus, il nous faut mesurer tout ce qui a été fait depuis 2014 avec l'intersyndicale pour faire reculer le gouvernement.

La CGT a proposé à l'intersyndicale de créer les conditions d'une rencontre nationale de responsables d'USR UFR venus de toute la France toutes organisations confondues, sous forme de délégations unitaires à Paris dans le cadre de l'ouverture du débat sur le PLFSS 2020, avec demande de rendez vous à madame Buzin. Objectif : environ 200 personnes.

Décision :

Il est important que les USR nous informent des décisions prises dans leurs départements en renseignant la carte des initiatives sur le site de l'U.C.R. Les référents et coopérants vous solliciteront.

Pour renforcer notre lien avec les syndiqués prévoir des

assemblées de rentrées dans les USR au-delà des militants et fixer des objectifs par UFR et USR pour aller à leur rencontre sur ce qui les sensibilise et les touche de près. Les enjeux territoriaux doivent émerger et contribuer aux mobilisations en multipliant les actions dans les localités en lien avec l'avenir des services publics et contre les suppressions programmées.

• Dans le dossier retraite, notre expérience et notre vécu de retraité est important, impulsons dans les localités des débats publics pour porter les propositions de la CGT conjointement avec les actifs dans les UL et UD.

• La privatisation de l'aéroport de Paris est un enjeu majeur, elle concerne toute la population notre rôle est d'aider les syndiqués à voter et à faire voter pour dans un premier temps obtenir le million de signatures et gagner le référendum afin d'empêcher la privatisation.

2. Congrès de l'U.C.R,

les critères pour la mise à disposition des candidatures à la future direction de l'U.C.R. sont présentés par Marc Bastide. En préambule la commission fait remarquer que son travail aurait été facilité si nous avions mis en place la commission politique des cadres et évalué les besoins de l'U.C.R. en amont. Dans ce processus la première étape est de faire remonter le questionnaire adressé aux membres de la CE actuelle pour le 30 octobre.

Les critères : Parité femmes/hommes, rajeunissement, renouvellement, harmonie entre territoire et profession, équilibre entre territoires géographiques sont adoptés à l'unanimité.

D'autres seront à prendre en compte comme l'expérience acquise, l'investissement dans un secteur spécifique, l'équilibre entre les secteurs privés et publics, la disponibilité la présence d'actifs. Après échange proposition est faite que le bureau précise quels seront les besoins de l'UCR pour la future direction.

Par ailleurs, nous aurons à revenir à la CE sur l'expertise de la commission de réflexions du congrès et faire un bilan d'étape.

3. Etat orga et vie syndicale.

Il nous faut poursuivre notre reconquête interne de syndicalisation en lien avec notre activité revendicative et arriver à l'ouverture du congrès de l'U.C.R. en mai 2020 en étant positif avec les 100 000 syndiqués retraités. Nous avons clôturé 2016 avec 101 140 syndiqués et 2017 à 99 240 FNI. En 2018 à exercice non clos, nous avons enregistré 96 065 FNI soit une différence de 3175 FNI, mais avec un retard moins important date à date.

Pour parvenir à nos objectifs des rencontres avec les 4 U.F.R. qui représentent la majorité de nos syndiqués sont engagées pour sensibiliser sur la continuité et poursuivre le

travail en direction des retraités qui restent syndiqués chez les actifs. Le travail doit également s'engager au niveau de référents, coopérants pour impulser les reversements pour les années 2018 et 2019.

Suite au congrès de la Fédération du Commerce son U.F.R. est en construction.

Décision :

Organiser à tous les niveaux : référents, coopérants de l'U.C.R., U.F.R., USR la remontée des F.N.I.
Pour l'année 2019 les règlements à Cogétise doivent s'accélérer, les retards risquent de pénaliser toute la CGT.

4. Hubert Schwind nous informe sur la conférence des pays méditerranéens qui s'est tenue à Monastir en juin. 100 délégués issus de 20 syndicats et 2 associations représentant 9 pays ont participé. Dans son contenu le constat est fait que même si les conditions de vie diffèrent dans chacun des pays, la crise touche tous les retraités et les difficultés vécues sont communes. Lors de cette conférence, la situation faite aux migrants a été très présente.

A partir de la déclaration finale à notre niveau nous devons réfléchir à quel prolongement nous pouvons apporter dans



Communiqué

Dans 150 villes, les retraités mobilisés !

Les 9 organisations nationales de retraités appelaient le 8 octobre à se mobiliser pour la revalorisation des pensions en fonction de l'évolution des salaires, la suppression de la CSG, un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète, le maintien et l'amélioration des pensions de réversion et l'embauche immédiate de 40 000 personnes dans le secteur de l'aide à domicile et des EHPAD.

Les retraités ont répondu à l'appel à Paris (5 000 personnes sous la pluie), à Marseille, à Lyon, Montpellier... de Lille à Ajaccio, de Brest à Metz, ils ont rassemblé des dizaines de milliers qui n'acceptent pas de voir lamener leur pouvoir d'achat années après années.

Ils attendent du gouvernement actuel autre chose que de la compassion ou des promesses. Ils demandent au Président de la République qui déclare « *le niveau de vie des retraités ne doit pas être dégradé, il doit être le même et continuer à progresser* » de ne pas, « *en même temps* », geler les pensions et appauvrir les retraités.

Ce même jour, les 9 ont écrit au premier ministre pour obtenir un rendez-vous, espérant qu'enfin il accepte de nous recevoir. Le mépris alimente la colère et le groupe des 9 organisations de retraités déplore ce refus de la part de ceux qui prônent le dialogue.

Au moment où on nous annonce un bouleversement complet du système des retraites, c'est de très mauvais augure.

Les 9 se réuniront prochainement pour tirer un bilan complet de cette journée et vont maintenant poursuivre et développer une campagne en direction des maires afin d'obtenir leur soutien dans leur action, les retraités étant un des piliers de la démocratie sur le plan local.

Paris, le 8 octobre 2019

Olivier JOUCHTER secrétaire général (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)
Didier HOTTE (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)
Jacqueline VALLI (UNAR-CFTC, 128 avenue Jean Jaurès, 93697 Pantin cedex)
Daniel DELABARRE (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)
Marylène CAHOUE (FSU, 104 rue Romain-Rolland, 93260 Les Lilas)
Gérard GOURGUECHON (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles - 75 010 Paris)
Marc LE DISERT (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)
Francisco GARCIA (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)
Michel DENIEAULT (LSR, 263, rue de Paris, 93515 Montreuil)